

Entretien avec M. François J. Lessard

Date : 18 mai 1986

Lieu : Pointe-Fortune

Propos recueillis par Paul Brochu, sociologue

Afin de faciliter la lecture du verbatim de cette entrevue, des sous-titres ont été ajoutés au texte. Ils permettent de repérer les différents sujets abordés au cours des entretiens, mais aussi d'établir une certaine chronologie des événements.

- Les origines et la formation
- De la ville de Montréal à *Nesbitt, Thomson & Co.*
- *Les Placements Collectifs*
- *Lessard & Associés*
- Des remises en question

Les origines et la formation

C'est d'ici, de Pointe-Fortune, que je suis parti pour faire ma carrière, ce village que je n'ai jamais abandonné. Ce village est non seulement mon pied-à-terre, mais est ma véritable petite patrie. Je ne suis pas né à Pointe-Fortune, je suis né à Montréal, mais mes parents s'y trouvant temporairement. Je n'ai pas été fabriqué non plus à Pointe-Fortune, j'ai été fabriqué à Thetford Mines où mon père était à ce moment-là opérateur-télégraphiste pour une compagnie de chemin de fer qui n'existe plus et qui s'appelait le Québec-Central. Vers l'âge d'à peine cinq ans, mes parents se sont installés à Montréal pour la période scolaire, parce qu'ils voulaient que je fréquente les meilleures institutions. De 1925 à 1930, j'ai fréquenté le Jardin de l'enfance qui était situé à l'angle des rues de Montigny, aujourd'hui le boulevard Maisonneuve, et St-Denis, où se dressent aujourd'hui les pavillons de l'Université du Québec. Puis, je suis entré au Collège Sainte-Marie où j'ai fait six années d'études jusqu'à un accident arrive à mon père. J'ai commencé à travailler tout en poursuivant mes études le soir. Je voulais être avocat pour faire de la politique parce qu'à l'époque j'étais déjà très politisé, et le droit était le chemin emprunté par la plupart de ceux qui faisaient de la politique.

L'accident survenu à mon père m'a obligé à changer mes plans et le destin s'est chargé de les arranger mieux que je ne l'aurais fait moi-même. À compter de 1939, je travaillais à la Banque Canadienne Nationale tout en faisant mes sciences sociales et politiques en cours du soir. Ces études se faisaient à l'ancienne Université de Montréal qui était située – la première année – où est encore aujourd'hui l'Université du Québec, à l'angle des rues St-Denis et Ste-Catherine. J'y ai connu un certain Anatole Désy qui était mon professeur en histoire des doctrines économiques. Il a été mon second père. Les deux dernières années de sciences sociales, je les ai faites dans la bâtisse actuelle de l'Université qui ouvrait ses portes. Donc, depuis l'accident survenu à mon père, je me cherchais une nouvelle voie et c'est Désy qui me l'a fait découvrir.

De la ville de Montréal à *Nesbitt, Thomson & Co.*

En 1945, j'ai quitté la Banque Nationale pour travailler au service des finances à la ville de Montréal. C'est là que j'ai rencontré un individu, qui malheureusement est décédé peu longtemps après, du nom de Simon Simard, qui m'a dit substantiellement : « Lessard, tu as travaillé dans une banque, c'est le huitième emprunt de la Victoire, tu connais des gens qui ont de l'argent, pourquoi n'es-tu pas sous-agent pour vendre des obligations? », on m'avait dit, peu avant, que je ne vendrais jamais rien de ma vie. C'est à la suite d'un test que j'ai subi à la Canada Life qu'on m'avait dit que je ne vendrais jamais rien de ma vie. Je n'oublierai jamais d'ailleurs le nom l'interviewer qui m'avait fait cette fausse prédiction : il s'appelait Goyette. Toujours est-il que j'ai accepté la proposition de Simard et c'est là que j'ai découvert mes talents de vendeurs. Et j'ai continué à vendre à temps partiel des obligations, en '46 et '47. Mais le destin est curieux. Mon grand-père maternel, Edmond Séguin, avait acheté avant ma naissance des actions de la Saguenay Pulp and Paper située, comme son nom l'indique, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Lorsque la crise de '29-'30 est arrivée, ce certificat dont j'avais hérité de ma mère, qui en avait elle-même hérité de son père, ne valait pas le papier sur lequel il était écrit. Mais, en mourant en 1944, ma mère m'a dit : « Conserve ce document, peut-être un jour pourras-tu récupérer quelques dollars. » C'était un nommé Aimé Rolland qui avait vendu ces titres à mon grand-père Séguin. Et ma mère m'a dit : « Aimé Rolland¹ est encore à l'emploi d'une maison de courtage qui s'appelle *Nesbitt, Thomson & Co.*² Alors, de temps à autre, tout en étant fonctionnaire municipal, j'appelais monsieur Rolland pour savoir si je pouvais récupérer quelques dollars sur ces actions de la Quebec Pulp and Paper, qui commençait graduellement à reprendre du poil de la bête. Toujours est-il qu'un jour, appelant monsieur Rolland, il était absent et c'est son gérant qui m'a répondu. Or, ce gérant était précisément Anatole Désy qui avait été, peu auparavant, mon professeur à l'université en sciences sociales. Il m'a demandé comment ça allait, je lui ai dit que j'étais fonctionnaire municipal et que je vendais des obligations à temps partiel. Il m'a dit : « Pourquoi n'en vendez-vous pas pour moi? » J'ai dit « oui ». Et c'est ainsi que j'ai continué à vendre des titres à temps partiel, jusqu'au jour en 1947 où Désy m'a

¹ Aimé Rolland a été associé et secrétaire-trésorier chez *René T. Leclerc* après avoir travaillé chez *Nesbitt, Thomson* au service des ventes. *Biographies canadienne françaises* (1935). « Aimé Rolland ». Montréal : Éditions Biographies canadiennes françaises limitée, p. 464

² Voir Fiche *Nesbitt, Thomson Inc.*

dit : « Vous me coûtez trop cher comme sous-agent. J'aime mieux vous engager à temps plein. » Et alors j'ai quitté le service des finances à la Ville de Montréal et je suis entré chez *Nesbitt, Thomson*, en 1947. Et j'ai choisi ce métier parce que j'ai vite compris que c'était dans ce domaine que se jouait en grande partie l'avenir du Québec. Dans le domaine de la haute finance, il y avait fort peu de Québécois à ce moment-là. Toujours est-il que Désy est décédé en quelques jours après une très brève maladie en 1951. Je pleure encore cet homme.

Les Placements Collectifs

Il s'est produit que les vendeurs plus âgés que moi qui étaient là, ils étaient trois à Montréal et deux à Québec, m'ont littéralement élu leur gérant. Et, j'ai profité de ce tremplin pour réaliser mes objectifs personnels. J'ai commencé par convaincre la direction anglophone de la maison de traduire en français une petite revue d'affaires qu'ils publiaient. Et j'ai arrangé la publicité de cette publication de manière à ce qu'elle ait un grand retentissement. À ce point qu'il y a eu 26 journaux francophones au Canada qui ont commencé à en parler. Au moment opportun, je ne me suis pas contenté de traduire les articles de l'anglais au français, j'en ai écrit un de mon cru qui s'appelait « L'importance des placements industriels pour les Canadiens français », en 1955. Ça a eu encore plus de retentissement. Je n'avais pas demandé la permission à la maison, croyez-moi bien. Évidemment, ça a fait des vagues, car je proposais la création d'un fonds mutuel. Il n'en existait pas de québécois, il n'y avait que des fonds mutuels anglophones, pour la plupart gérés de Toronto, d'autres des États-Unis. Et grâce à un de mes vieux amis et condisciple, Jacques Bilodeau, j'ai relancé cette idée au congrès des Chambres de commerce à Rouyn-Noranda, en septembre 1955. L'idée a fait son chemin. Plusieurs individus m'ont écrit et quelques-uns sont même venus à mon bureau chez *Nesbitt, Thomson*, dont un certain Yvon Clermont qui pensait aussi à une pareille idée, depuis des années. Mais, il ne la voyait pas comme je la voyais, d'envergure nationale au sens québécois, mais il a volontiers accepté mon idée, alors nous avons commencé, lui, Clermont Bilodeau, et moi à organiser ce qui s'est appelé *Les Placements Collectifs Inc.*, dont la fondation a eu lieu le 5 juillet 1956. Nous étions 23 « fous » autour de la table et le capital initial était de 11,500\$, nous avons mis à ce moment-là chacun 500\$. Un an après, le fonds lui-même dépassait 1 million\$ et il y avait déjà en route plus d'un millier

d'actionnaires. Pour parler d'autres choses, je me contenterai de dire que lorsque *Les Placements Collectifs* et *Les Fonds Collectifs* ont été vendus au Mouvement Desjardins le 25 juin 1969, il y avait environ 55 millions\$ d'actifs.

À partir de 1959, j'ai commencé à organiser une autre entreprise destinée aux Québécois, à caractère également partiellement coopératif comme l'avait été *Placements Collectifs*. Ça s'est appelé « La Compagnie Nationale de Gestion ». En fait, il y a longtemps que je cultivais cette idée parce que, un fonds mutuel ça pouvait être une école pour apprendre aux Québécois que les marchés boursiers, ce n'était pas la damnation. Mais comme un fonds mutuel distribue son argent à travers une foule d'entreprises, il n'y a pas de contrôle que l'on puisse obtenir de cette manière. Tandis qu'une compagnie de gestion peut concentrer ses argents dans l'acquisition de suffisamment d'actions d'une autre entreprise pour en prendre le contrôle. Et le but ultime que je poursuivais déjà depuis des années, c'était que les Québécois puissent prendre le contrôle d'un certain nombre d'entreprises importantes. Donc, il fallait une compagnie de gestion. Un j m'a dit : « Ça prend combien? », je lui dis : « Ça prendrait idéalement 1 million\$ pour lancer une compagnie de gestion. » « Si je vous le trouvais... » m'a-t-il dit, « ...l'organiseriez-vous? » J'ai dit : « Certainement, mais vous, journaliste, où aller vous trouver 1 million\$? Je ne vois qu'une place où vous aller pouvoir le trouver : c'est dans les rangs de l'Ordre de Jacques-Cartier. » Il dit : « En effet. » Il se trouvait que Vigeant était le chef suprême de l'Ordre de Jacques-Cartier, il m'en a ouvert les portes, c'est ainsi que j'ai pu recueillir les fonds nécessaires. Malheureusement, une fois la compagnie bien organisée, le sectarisme de Vigeant et de ses principaux lieutenants s'est manifesté. Il voulait favoriser des membres de l'Ordre plutôt que de choisir des administrateurs en fonction de leurs compétences, ce qui n'avait pas été convenu. Alors, j'ai été obligé de mettre en garde les actionnaires de la Compagnie Nationale de Gestion contre les risques que présentait une telle politique de favoritisme et de patronage. Je l'ai fait dans une lettre envoyée en octobre 1960 aux 1500 actionnaires. Encore une fois, ça a fait des vagues.

Deux ans plus tard, ce que j'avais prévu, ce contre quoi j'avais mis en garde les actionnaires, s'est produit et la Compagnie Nationale de Gestion a fait une faillite retentissante. Mais, pendant ce temps-là, moi je poursuivais mon métier. À cause de

Placements Collectifs et de la compagnie de gestion, j'avais poursuivi mon travail dans le domaine des valeurs mobilières. Il faut préciser toutefois qu'en 1956, après la fondation des *Placements Collectifs*, la maison *Nesbitt, Thomson* m'a fait le grand honneur de me congédier parce que je tenais mordicus à continuer à promouvoir la prise en main par les Québécois de leurs institutions financières. À ce moment-là, en 1956, je me suis réfugié chez un autre courtier du nom de *Desjardins, Couture Inc.* dont le directeur à Montréal était Jules Couture et que les anglophones surnommaient, avec raison, « The Jewel ». C'est un homme auquel je dois aussi beaucoup. Hélas! Il est décédé également. Couture m'a donc hébergé de 1956 à 1964 avec l'entente que je passerais sûrement des transactions par sa maison, mais que je pouvais en passer par d'autres maisons. J'ai donc été le seul véritable, pour employer un anglicisme, « free-lance » que la Commission des valeurs du Québec n'a jamais toléré.

Lessard & Associés

En '64, j'ai fini par fonder ma propre maison de courtage en valeurs mobilières : *Lessard & Associés*. Là je vous fais grâce des détails de l'organisation et des détails des difficultés des premiers mois d'existence de la compagnie.

En 1967, j'ai organisé une nouvelle compagnie de gestion qui a pris le nom de Société Drassel inc. (Drassel étant exactement l'anagramme de Lessard). À partir de 1971, je suis devenu convaincu que l'économie nord-américaine tout entière était malade de mal de mort, à plus ou moins long terme. Avant de quitter ce métier, j'ai voulu rendre de derniers services à travers ce métier aux Québécois. En août 1971, j'ai publié une lettre ouverte à Robert Bourassa qui était alors premier ministre. Encore une fois, un grand nombre de journaux aussi bien anglophones que francophones y ont fait très largement écho. *Le Devoir* m'a même fait l'honneur de pages complètes dans ses colonnes, deux jours de suite. Et, *Le Devoir* avait coiffé ma longue lettre à Bourassa du titre suivant : « Comment mettre fin à l'empire anglophone au Québec ».

Des remises en question

J'ai continué, pendant les années qui ont suivi à m'acharner sur la Bourse d'ici, sur le monde de la haute finance anglophone, sachant bien que je m'attirais leurs foudres, de même que celles de leurs amis politiciens de Québec. Toujours est-il qu'effectivement, en 1974, la Commission des valeurs mobilières, qui était alors présidée par Robert Demers, un des grands artisans de l'élection de Bourassa en '70, m'a mis en demeure, et a passé un règlement que je considérais de nature à nuire à tous les francophones. En effet, on exigeait que le capital des maisons de courtage, le capital minimum, soit doublé. J'ai saisi cette occasion, à la fois par conviction et par opportunisme, de ne pas me soumettre au règlement en question, de façon à protester, mais à sortir de mon métier comme je voulais le faire depuis quelques années. À sortir de mon métier, avec les honneurs de la guerre, ce qui s'est produit. Parce qu'en refusant de renouveler mon permis de maison de courtage, la Commission des valeurs mobilières m'a décerné un beau certificat d'honnêteté et de compétence. J'ai donc fermé mon bureau définitivement en janvier '75. À partir de ce moment-là, j'ai eu passablement de difficultés financières. Encore une fois, je le répète, que ça plaise ou non à Évangéline Bernier, je veux dire que pendant toute cette période difficile, elle n'a jamais cessé de m'aider de mille manières.

Depuis longtemps, je voulais écrire. Alors, à partir de 1976, j'ai commencé à le faire en prenant pour cible le premier ministre du Canada, Pierre Trudeau, que je connaissais intimement depuis que nous avions 18-19 ans, depuis donc 1937-38. Je lui ai d'abord écrit une première lettre ouverte, puis quelques années après, je lui en ai écrit une seconde que j'ai insérée, elle, dans un premier livre, avec ma première lettre. Un premier texte qui s'est intitulé « Messages au « frère » Trudeau ». Parce qu'il faut vous dire, pour revenir en arrière, au milieu des années '30, je suis devenu membre d'une société secrète indépendantiste qui s'appelle « Les loges des frères chasseurs », et qui a été fondée en 1835 par ceux qui allaient devenir les leaders du mouvement insurrectionnel des Patriotes de 1837-38. Elle n'a jamais cessé d'exister depuis, cette société. Et, une fois devenu membre de cette société, sans doute à cause de mes talents d'organisateur et de vendeur que je ne connaissais pas à l'époque, mais que j'avais, j'ai été en quelque sorte du recrutement de la relève de

l'époque. Et c'est ainsi que l'écrivain François Hertel, qui était le point de ralliement à l'époque de tout ce qui bougeait au Québec, et qui est devenu éventuellement l'un de mes plus grands amis et en quelque sorte, sans doute, le principal de mes maîtres à penser. Hertel m'a donc présenté Trudeau, qui est devenu membre de cette société secrète indépendantiste. D'où, donc, le titre « Messages au « frère » Trudeau », en 1979. Depuis lors, à travers les hauts et les bas financiers, j'ai continué à écrire et je crois publier bientôt mon second livre qui sera une histoire de la papauté depuis les débuts jusqu'à nos jours et dont le titre sera probablement « L'écrasant héritage de Karol Wojtyla », entre parenthèses, Jean-Paul II.
